Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 29 (2002)
Heft: 5

Artikel: Éducation : les parents en point de mire
Autor: Seydoux, Anne / Eichenberger, Isabelle
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912967

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

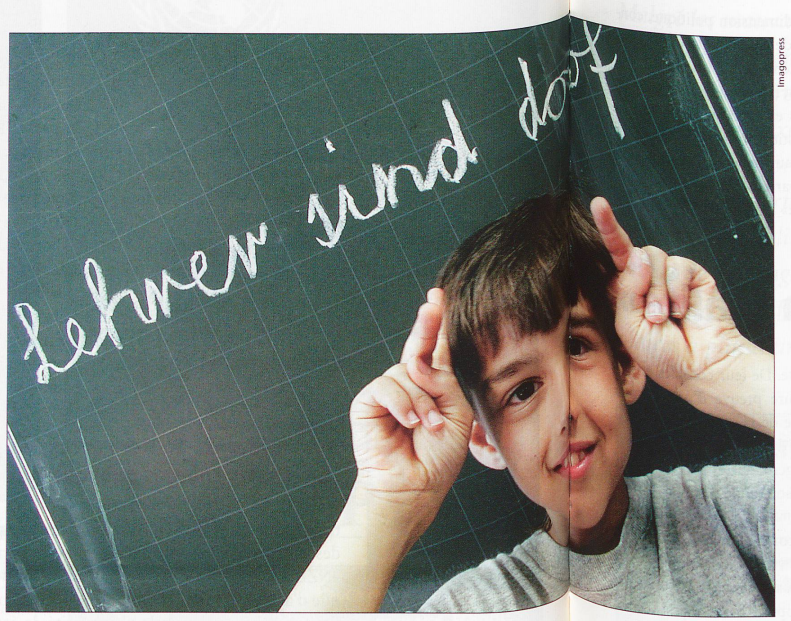
Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'école en crise

ISABELLE EICHENBERGER

Les compétences des élèves sortis de l'école obligatoire sont médiocres. Les professeurs s'avouent impuissants à contenir l'incivilité et la violence croissantes. Certains parents démissionnent, d'autres menacent. L'école est à la recherche de solutions.



Imagepress

Les petits rebelles peuvent aussi être gentils. La situation devient critique quand la rébellion débouche sur la violence.

AU DÉBUT DE L'ANNÉE, le rapport PISA ébranlait bien des certitudes. Cette étude analysant le niveau de compétences en mathématiques, français et sciences des élèves de 15 ans a été entamée en 2000 par l'Organisation pour la coopération en Europe (OCDE) (RS no 2 2002, p. 19) et s'étendra jusqu'à 2006. A l'arrivée, la Suisse se classe au milieu du peloton des 52 pays étudiés: 20 pour cent des élèves sortis de l'école obligatoire affichent des compétences en lecture rudimentaires et 7 pour cent constituent même un «groupe à risque».

Certains cantons s'en sortent mieux que d'autres mais, globalement, l'école ne parvient pas à «corriger les inégalités socioculturelles», selon les responsables suisses de PISA. Certes, cette analyse est la première du genre et l'avenir devra lui apporter des points de comparaison. Mais les tests effectués lors du recrutement annuel des jeunes Suisses le confirment: l'école n'est pas aussi efficace quelle le devrait pour les élèves qui en ont le plus besoin.

Les professeurs en déroute

Il est révolu, le temps où «le maître d'école» occupait une place de choix dans la collectivité. Aujourd'hui, la profession souffre d'un manque de reconnaissance, alors même qu'elle est soumise à des pressions grandissantes. Son attrait diminue donc et, à chaque rentrée, certains cantons sont contraints au bricolage pour remédier à la pénurie, conséquence des «mesures de crise» des années 90. Et, surtout, les professeurs vont mal.

C'est ce qu'a montré une autre étude, réalisée par l'Institut du travail de Zurich pour le compte du Département de l'instruction publique du canton de Bâle-Ville. Elle a montré qu'un tiers d'entre eux présentent des signes d'épuisement émotionnel. De burn out.

Son auteur, Eberhard Ulich, psychologue du travail, ne cache ni sa surprise ni sa préoccupation devant l'ampleur de cet aveu d'impuissance et de frustration. Les enseignants bâlois se sentent en outre lâchés par leur hiérarchie qu'ils jugent centralisatrice et peu transparente. En majorité, ils imputent le malaise aux élèves difficiles, au manque de respect, à la dégradation de l'image de la profession, aux classes hétérogènes ainsi qu'à l'augmentation des tâches administratives. D'autres cantons vont procéder à une étude du même style et il y a fort à parier que les résultats bâlois se retrouveront ailleurs.

De leur côté, les syndicats d'enseignants confirment que les problèmes de discipline croissent, mais aussi le mal être des élèves. De plus en plus revendicateurs, ceux-ci affichent leurs droits sans toujours (re)connaître leurs devoirs. Quant aux parents, les enseignants dénoncent les négligences de certains d'entre eux dans l'éducation de leurs enfants. Ou alors ils surestiment leur progéniture et exercent des pressions à propos des notes, avocat à l'appui.

La violence en question

Reflet de la société, l'école ressent la dégradation des rapports sociaux. Tous les acteurs montrent du doigt la montée de l'incivilité et de la violence. Les syndicats d'enseignants relèvent que, parallèlement à la féminisation de la profession, certains modèles de comportement machiste gagnent du terrain parmi les élèves, suisses et étrangers.

Et c'est là qu'intervient la question multiculturelle. La société helvétique compte officiellement plus de 20 pour cent d'étrangers, avec de fortes concentrations dans certaines écoles. La justice des mineurs indique que la délinquance juvénile a passé en Suisse de 7000 à 14 000 car ces dix dernières années. Environ la moitié des actes de violence sont le fait d'enfants étrangers, souvent défavorisés et perdus entre deux cultures.

L'ignorance aboutissant à l'intolérance, les confrontations éclatent ici et là, comme à Olten, Soleure ou Yverdon, avec des affrontements entre bandes. Pour les psychologues scolaires, c'est surtout la violence des comportements en général qui augmente.

La société a l'école qu'elle mérite

Le canton de Saint-Gall a introduit une amende de 1000 francs pour les parents qui refusent de coopérer avec l'école. Une famille de La Chaux-de-Fonds a été condamnée à une forte amende pour avoir laissé son fils manquer l'école pendant un an. C'est discutable, mais comment rappeler aux parents qu'ils sont les premiers responsables de l'éducation?

Globalement, il faut réagir avant que les villes et villages suisses ne ressemblent aux grandes banlieues européennes. D'abord en améliorant le dialogue avec les parents. Certaines écoles, comme le Collège des Coudriers à Genève, obtiennent une décrispation en utilisant des médiateurs-traducteurs. Les syndicats d'enseignants parient sur une augmentation des crédits et sur l'élaboration d'une ligne de conduite globale et claire.

Tout le monde s'accorde à dire que la société doit soutenir l'école et affirmer le respect mutuel. On ne peut pas tout déléguer à l'enseignant, à l'éducateur ou à la police. Reste à convaincre le monde politique de mettre le prix de ce pari pour le futur.

Les parents en point de mire

Pour Anne Seydoux, présidente de la Fédération des associations de parents d'élèves de Suisse romande et du Tessin (FAPERT), la solution est certes dans le dialogue entre école et parents. Mais il faut aussi améliorer la formation et l'évaluation des enseignants. Sans oublier des solutions politiques.

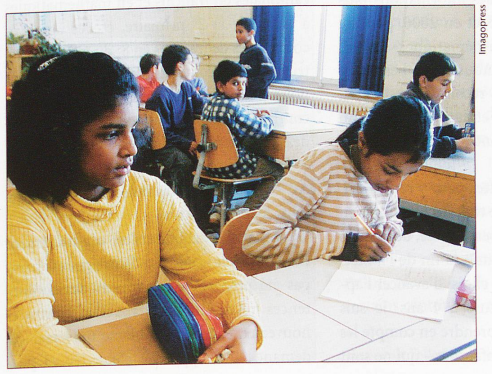
«CE QUI M'A SURPRIS DANS PISA, c'est la proportion d'élèves en difficulté. Et le fait qu'au lieu de corriger les inégalités sociales, l'école les accentue.»

Anne Seydoux ne mâche pas ses mots. Les réformes visent à mettre l'élève au centre, à adapter l'enseignement à chacun. «Mais ce n'est pas facile dans une classe de 20 élèves en moyenne. Beaucoup d'enseignants ne sont pas formés pour gérer les conflits, pour engager un partenariat avec les parents. Ou même pour collaborer de manière interdisciplinaire avec leurs collègues.» D'autre part, une évaluation des enseignants et la création d'un cadre contraignant sont souhaités par la FAPERT.

Face aux enfants zappeurs, conscients de leurs droits, convaincus que le «prof» n'est plus seul à détenir le savoir (et donc le pouvoir), il est impératif de s'adapter. Comme du reste l'ensemble de la société dont ils sont le produit.

Anne Seydoux estime qu'il est normal d'inculquer le respect des règles. «Le problème, c'est qu'elles sont trop souvent édictées par l'école, sans les enfants (ni les parents). Or, les élèves ont besoin qu'on leur fixe des limites. Il est urgent que le rôle et les missions de l'école soient débattus de la manière la plus large possible.»

L'intégration des élèves étrangers? Pour Anne Seydoux, c'est d'abord souvent celle de leurs parents qui est ratée. «A nous, parents, il nous semble que l'intégration des enfants différents n'est déjà pas très réussie. Lorsque l'élève n'entre pas dans le cadre →



Imagepress

Le multiculturalisme, enrichissement ou boulet? Anne Seydoux préconise un dialogue accru avec les parents.

défini par l'école, il rencontre vite des difficultés.»

Un des remèdes? «Agir en amont de l'école et s'occuper des parents étrangers, souvent isolés.» Pour la présidente de la FAPERT, «les parents sont souvent mal informés sur le fonctionnement du système».

Quand on ne sait pas ce qui se passe, on perd confiance. Jusqu'à certains secteurs de l'économie qui instaurent leurs propres évaluations des futurs apprentis... Pour Anne Seydoux, «c'est normal que les parents soient perdus, en ces temps d'incertitude générale, et il ne sert à rien de faire leur procès».

«Savoir écouter»

Parents démissionnaires ou revendicateurs, «il faut savoir les écouter», estime Anne Seydoux. «Chacun son travail, c'est vrai, mais pour que les parents puissent aider leur enfant, il faut qu'ils soient informés.» Et les comportements? «C'est à l'école que l'élève s'initie à la vie communautaire. Le rôle de l'école dépasse donc le simple apprentissage des matières scolaires. Education et instruction sont complémentaires. C'est pourquoi il faut créer un espace d'accueil et de parole.»

Enfin, il y a la dimension politique, conclut la présidente de la FAPERT: «Le fédéralisme et ses 26 systèmes scolaires ont montré leurs limites. Il faut harmoniser les systèmes, les plans d'études et les moyens au niveau des régions linguistiques puis, pourquoi pas, au plan suisse. Il faut également envisager la création d'un département fédéral de l'instruction publique.» IE

«Chacun est obligé de se confronter à la réalité»

Selon Martine Brunschwig Graf, présidente du Département genevois de l'Instruction publique et vice-présidente de la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP-CH), les problèmes que dévoile l'enquête PISA ne sont pas nouveaux.

Photo prêtée

Revue Suisse: Avez-vous été surprise par le rapport PISA sur les médiocres compétences en lecture des élèves de l'école obligatoire?

Martine Brunschwig-Graf: Oui et non, parce que les problèmes étaient déjà identifiés avant la parution de l'enquête. PISA doit encore nous fournir des informations plus approfondies, en 2003 et en 2006, pour ce qui touche les mathématiques et les sciences. Je crois que nous avons besoin de ce type d'instrument reconnu sur le plan suisse et international et dans lequel chacun est obligé de se confronter à la réalité.

Quelles sont vos recettes pour y remédier?

Signalons d'abord que tout un travail est en train de se faire au niveau suisse, dont nous connaîtrons les résultats à la fin de l'année. A Genève, nous avons choisi d'avancer l'apprentissage de la lecture à 4 ans. Je suis convaincue qu'il faut prendre en compte les deux années d'école enfantine – qui ne sont pas obligatoires sur le plan suisse – et même les intégrer dans le cursus obligatoire. Plus tôt on peut repérer les difficultés, et plus vite on peut les rectifier avec des mesures d'accompagnement.

Nous avons d'autre part entrepris des réformes pédagogiques en profondeur, pédagogie différenciée en fonction des difficultés d'apprentissage des élèves notamment. De même nous avons introduit des épreuves cantonales en français et en mathématiques à la fin de la 2e primaire, et des épreuves communes de français en 8e du CO. Ces instruments de contrôle transversal devraient nous permettre de mieux assurer le suivi continu de l'évolution des connaissances et des compétences des élèves.

A-t-on, à Genève, des indices de surcharge pour les enseignants?

Le métier d'enseignant s'est profondément transformé et beaucoup d'enseignants n'ont pas été préparés à développer des compétences relationnelles dans des contextes nouveaux. C'est un problème universel qui demande une approche concertée, si possible au plan suisse. De leur côté, les enseignants doivent faire preuve d'une grande mobilité, à l'image de la société actuelle. Il doivent bénéficier d'une formation qui leur permette d'envisager d'autres parcours professionnels s'ils le souhaitent un jour.

Comment lutter contre l'augmentation de l'incivilité et de la violence à l'école?

Parmi de nombreuses démarches en cours, je m'attache à rappeler à tous que l'école, même si elle est obligatoire, n'a pas pour obligation d'accepter n'importe quoi. Et que si les règles ne sont pas respectées, les sanctions sont là pour assurer un climat de travail propice à tous.

Il faut donc éduquer les parents?

Certains parents ont tendance à surprotéger leurs enfants, parfois par voie d'avocats. C'est une démarche dangereuse qui nie la compétence de l'école en matière éducative. D'autres parents tendent à abandonner à l'école leurs propres tâches éducatives. Je pense que l'école doit associer plus étroitement les parents mais dans les limites des compétences, du métier et des responsabilités de chacun.

Interview: IE

INTERNET

http://edkwww.unibe.ch/
www.lch.ch
www.bildungschweiz.ch
www.educa.ch
www.pisa.oecd.org